

# Prospectives

## Royalistes de l'Ouest

N°1 Avril 2010

A imprimer et distribuer

### Sommaire

Editorial

Régionalisme

La réforme  
communale

L'élection  
régionale

Le prince Jean

Des hommes  
politiques

Après la défaite

### Editorial

Un nouveau mensuel, Prospectives Royalistes de l'Ouest, est né il y a quelques jours.

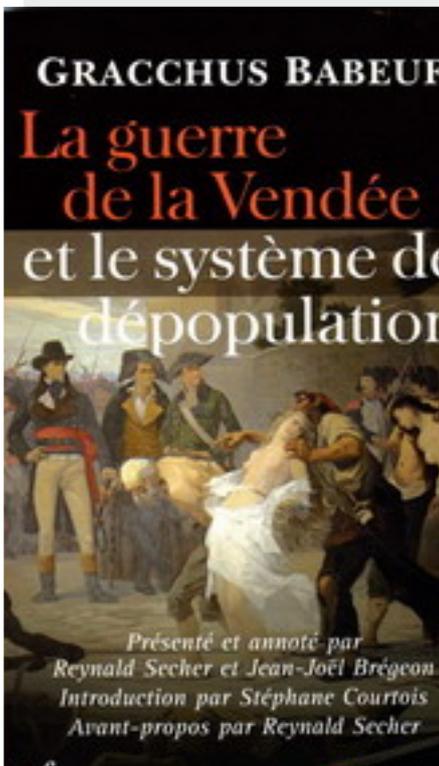
Encore un journal royaliste! Mais il y en a déjà beaucoup? me direz-vous... \*Certes, mais celui-ci n'est pas un journal comme les autres. Distribué par courriel au format pdf, ce journal de quatre pages pourra être imprimé en plusieurs exemplaires par chaque destinataire qui pourra en oublier dans les cafés, les restaurants, les églises ou les mairies, bref dans tous les lieux publics.

Que contiendra t il, ce nouveau journal? \*Il sera régional. Il donnera des informations et des analyses de la situation politique avec un regard royaliste. Aujourd'hui, avec la déroute de l'UMP et la victoire socialiste, il nous faudra être fort vigilant pour ne rien laisser passer des décisions prises par la Région. Nous serons sans complaisance avec les pouvoirs républicains en place.\*Un volet sera aussi consacré à l'histoire de nos régions Bretagne et Vendée Militaire. Elle est riche cette histoire. Elle est

emblématique avec les héros de la Grande Armée Catholique et Royale, et ceux de la Chouannerie des départements de l'Ouest. Mais il faut que l'histoire serve à préparer l'avenir. Le combat pour la reconnaissance du «\_Génocide Vendéen\_» doit reprendre et s'exacerber. A l'époque des repentances multiples, la République doit prendre ses responsabilités et reconnaître les crimes commis en son nom.

Qui est derrière ce journal? \*Une équipe de royalistes comprenant des journalistes, des intellectuels, des militants venant de tous les horizons. Les colonnes sont aussi ouvertes aux mouvements constitués qu'ils soient axés sur le Souvenir ou qu'ils soient plus politiques. Un esprit de collaboration sera le leitmotive pour la réussite de cette action.

Que ceux qui refusent les rivalités de chapelles ou qui se sentent prêt à collaborer à cette publication qui permettra de diffuser largement nos idées, nous rejoignent.



## Elections Régionales et Régionalisme

Pour les élections régionales, comment était représenté le régionalisme, dont on nous dit souvent qu'il est si prégnant en Bretagne ?

La répartition des listes suivant les diverses sensibilités était, ce n'est rien de le dire, très très loin d'une quelconque «parités» idéologique alors qu'on nous assène partout et tout le temps que dans d'autres domaines elle est l'universelle panacée.

Ainsi sur 11 listes présentées, nous en avons six de «\_gauche\_» et deux clairement identifiées à droite, une du centre, une liste indépendante d'agriculteur et donc une seule liste ouvertement et publiquement régionaliste, encore faut-il noter qu'au final elle se range d'elle-même à «\_gauche\_» (Bretagne nous te ferons) et que le parti «historiquement régionaliste» UDB s'est si bien fondu dans la liste Europe Ecologie qu'il est presque inutile d'en parler. Néanmoins, les tractations en vue du second tour ont amenées ses deux listes «\_régionalistes\_» à s'affronter puisque l'une appelait à voter pour le PS et l'autre pour Europe Ecologie qui, contrairement à la stratégie qui s'est dessinée au niveau national, s'est maintenue, donc, au second tour en Bretagne.

Le régionalisme, après avoir été identifié comme porteur de valeur «\_de droite\_» pendant une longue période est désormais un phénomène presque exclusivement «\_de gauche\_». Sa «\_diabolisation\_» générale, à cause de son caractère «\_droitier\_» ne

semblait pas lui offrir d'autres perspectives s'il souhaitait se survivre. C'est du moins la tactique qui semble avoir prévalu depuis de nombreuses années aussi bien en Bretagne qu'ailleurs en France. Au vu des résultats récents, cette tactique semble bien avoir totalement échouée. Bien qu'il faille reconnaître, toutefois, que le régionalisme, s'il est passablement sorti du débat politique, a essaimé dans le champ culturel où il se cantonne désormais. Et, si, en tant qu'idée politique il avait essaimé de même dans le champ qui nous occupe ? Les différents «\_vainqueurs\_» de la dernière élection régionale (puisque PS, UMP et Europe Ecologie Bretagne sont représentés) agiront-ils, dans certains domaines, dans le sens du régionalisme ? Est-ce seulement possible, le Conseil Régional n'est-il pas dans sa conception actuelle un miroir aux alouettes, un de plus, dans le fameux «\_mille-feuilles\_» administratif, n'est-il pas, au contraire, un simple rouage de plus du contrôle général de tous souhaité par la République ?

A y regarder de plus près dans les tractations entre PS et Europe Ecologie on ne peut pas ne pas se poser la question... Celles-ci reposaient-elles sur des questions de fond, sur des divergences réelles en terme de gestion, de décisions politiques intéressants le pays réel ? Non, ce qui importait vraiment c'était le nombre de «\_sièges\_» dévolus à chacun, et, lorsque l'on jette un oeil aux rémunérations des élus on

comprend mieux pourquoi :

La région Bretagne\_ : se classe juste derrière la région Paca avec 3\_728\_219 euros d'indemnités pour 83 élus, soit 44\_918 euros en moyenne par personne. Pas loin de trois fois le SMIC et 42\_% de plus que la moyenne nationale ! (Source Novopress Breizh)

D'autant mieux que cette magistrature pourrait être la dernière pour beaucoup avec le projet de Conseil territoriaux. Mais, cette nouvelle machine à gérer de la République jacobine saura-t-elle vraiment mieux répondre aux attentes des «\_électeurs\_», saura-t-elle leur redonner le goût du débat public véritable, saura-t-elle le donner à nouveau l'envie de se rendre aux urnes ? Car, reconnaissons le, cette élection devrait surtout enseigner à la classe politique que son système est à bout de souffle, qu'il ne répond plus aux attentes des électeurs, des citoyens... La création d'un énième système oligarchique, fruit d'une réflexion centralisée sans lien avec LES pays réels peut-elle vraiment sauver les meubles, peut-elle redonner le sens de l'attachement de chacun à son «\_plus petit pays\_» ? Comment nos décideurs, élus ont-ils pu oublier à ce point, à force de ricaner des propositions régionalistes, que c'est, précisément, dans les «\_petites républiques\_» que sont les pays et les régions de France, que peut se créer et se vivre sainement la démocratie...

## Le Prince Jean d'Orléans au Printemps du livre

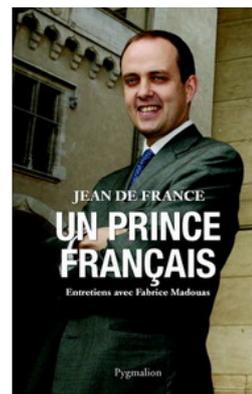
Le Duc de Vendôme présentera son livre « Un Prince français », entretien avec Fabrice Madouas, rédacteur en chef adjoint de Valeurs Actuelles. Le succès de ce premier livre ne se dément pas.

Le premier livre du prince Jean, « Un Prince français », est sorti le 7 octobre aux éditions Pygmalion. Sous la forme très vivante d'un entretien avec le journaliste Fabrice Madouas, il répond aux questions que chacun se pose. A travers les douze chapitres thématiques de l'ouvrage, le prince raconte son histoire personnelle et tire de son expérience une

réflexion plus générale sur la France, ses atouts, ses faiblesses. Il dévoile ce qu'il voudrait faire pour qu'elle assume plus fortement son identité vis-à-vis d'elle-même et dans le monde. On trouvera sur le site le détail des douze chapitres, ainsi que le calendrier actualisé de la série de présentations-signatures que le prince Jean entame dès maintenant dans les villes de France.

Il est fréquent qu'on dénonce, en France, la "dérive monarchique" du pouvoir. Mais, s'il y a bien "dérive", nul prince n'en est aujourd'hui responsable... Parce qu'il est convaincu que la France "peut

mieux faire", parce qu'il souhaite que son pays fasse de nouveau entendre sa propre voix dans le monde, le prince Jean, duc de Vendôme, Dauphin a voulu s'adresser par ce livre aux Français, notamment aux nouvelles générations.



## La réforme communale

Des hommes politiques pris au piège par leurs partis

Le sénateur du Var, président de l'Association des maires ruraux, a pris la défense de la commune. Mais il est gêné aux entournures... C'est son parti, la gauche, qui a, en 1992, lancé le mouvement de l'intercommunalité.

Michel Charasse, désormais libéré de toute allégeance politique et défenseur particulièrement ardent des petites communes, ne manque d'ailleurs pas de le rappeler.

La droite est sans doute aussi attachée à la commune mais l'allégeance au gouvernement, l'oblige à défendre un projet



de loi sur lequel s'est engagé le chef de l'Etat. \*Le Sénat a tenté de diminuer l'impact de ce projet en écartant les incitations financières ou la fusion forcée de communes au risque de lui faire perdre de sa cohérence. Mais avec la réforme principale, l'élection au suffrage direct des

conseillers communautaires, nous pensons qu'inévitablement le maire disparaîtra au profit de cette nouvelle entité, tout aussi légitime, qui se verra bien mieux rémunérée et contrôlée par les partis parisiens. Ceux-ci parachuteront sur ces nouvelles places lucratives

leurs poulains. C'est ce qui fait dire à l'association «\_Touche pas à ma commune\_» après le passage en première lecture au Sénat n'a apporté, que «\_des modifications à la marge\_» sans modifier le sens général qui est «\_l'euthanasie des communes rurales\_».

Dans une société qui perd ses repères, est-il donc si nécessaire de détruire un des plus anciens qui soit\_: le cadre communal\_, de transformer des entités historiques dont certaines ont plus de 2000 ans en lieux-dits, de remplacer, car c'est bien à cela qu'on aboutira, un demi-million de bénévoles par des fonctionnaires

## Après la défaite, rien ne change

C'est la panique dans les rangs de la majorité présidentielle. Après la sévère défaite, il n'ont rien compris. Sarkozy essuie les critiques un peu timide de l'UMP, plus virulente de Chantal Jouanno, secrétaire d'État à l'Écologie et sans complaisance de Dominique de Villepin qui, en créant son mouvement politique, prépare son avenir.

Comme d'habitude, ils pensent tous à l'élection prochaine et chacun se jette à la figure les responsabilités de l'échec. Les bonnes vieilles méthodes qui ont conduit la France à sa ruine réapparaissent comme la création d'un nouveau parti ou l'idée «\_géniale\_» d'avoir un centre réunissant tous les humanistes, sociaux démocrates ect... Les Arthuis, Morin et autres leaders s'interrogent en laissant de côté François Bayrou. Villepin veut une rupture franche avec le Sarkosysme et joue sur le social «\_Quinze millions de Français ont des fins de mois difficile.\_Tous partagent le sentiment que les choses ne sont pas tenables\_» Mon dieu! Tandis que la secrétaire d'État à l'Écologie fait des déclarations intempestives à Libération ce qui «\_agace\_» Monsieur Coppé.

Ils n'ont rien compris! La France souffre de ce système électif mais aussi d'une crise morale sans précédent. «\_ Nous sommes, et je n'ai pas peur de le dire, en décadence\_» ose rappeler un ancien instituteur vendéen qui compare notre situation à celle de l'Empire Romain peu avant sa chute. Si l'on veut redonner à la France ses vraies valeurs, celle de la loi naturelle, la première chose à faire sera de les meurtres légaux qui sont, en plus, remboursés par la Sécurité Sociale. Une société qui tue ses enfants est condamnée. Madame Bachelot, s'il vous plait, rentrez chez vous!

L'Etat devra punir sévèrement\_ les insultes faites

au Pays. Par exemple, le «\_coup de cœur\_» du Marathon de la photo Fnac de Nice décerné par un jury de professionnels, à Frédéric Laurent pour une image scandaleuse. En effet, celle-ci représente un homme de dos, pantalon baissé, qui s'essuie le postérieur avec le drapeau français. Cette image ne semble pas émouvoir la classe politique. Je n'ose imaginer les réactions si le drapeau avait été celui d'Israël ou celui d'Algérie.

Il faudra aussi prendre à bras le corps le problème de l'immigration, ne plus avoir peur des fameuses associations qui dirigent les consciences avec le but d'affaiblir la France. La liberté de parole, d'opinion est en danger dans cette république qui pourtant à ce mot dans sa devise. Eric Zemmour en sait quelques choses. Un avocat parisien confirme ses dires: «\_A mes risques et périls, je confirme les propos du journaliste Zemmour et de l'avocat général Philippe Bilger. Il résulte de ma pratique habituelle des prisons que la population carcérale est composée à 90 % de noirs et d'arabes. De deux choses l'une, ou bien ils sont victimes du délit de sales gueules et condamnés injustement par la justice, ou bien les délinquants en France sont à 90 % noirs ou arabes. En disant cela je ne suis absolument pas raciste, il y a des arabes et des noirs de grandes valeurs. Il y a aussi des prêtres pédophiles et cela ne heurte pas ma sensibilité de catholique qu'on le dise ouvertement\_».

Il faudra retrouver une éthique, une morale ferme. Nous devons revenir aux racines de ce qui ont fait la France depuis 20 siècles. Seul le Roi peut conduire la France sur ce chemin.

---